Contribution au congrès du PCF de Juin 2016

Nicole Séméria 25 Janvier 2016 Maine et Loire

La dynamique du Front Populaire a été fracassée par la seconde guerre mondiale. 30 glorieuses s'en sont suivies ; le programme du CNR a été mis en place. En 1971, les USA cassaient le système de Bretton Wood qui établissait une parité entre le dollar et l'or livrant le monde aux marchés financiers.
Peu après, en 1973, loi française interdisant de créer de la monnaie pour financer la dette ou les investissements de l'état. L'article 123 du Traité de Lisbonne interdit à la BCE de prêter directement aux états, ce qui les oblige à recourir aux banques privées et amplifie la spéculation. En 1991 (Traité de Maastricht), l'euro doit être appliqué entre des pays qui divergent sur le plan économique.

L'Union européenne applique une « dictature molle » (c'est-à-dire non sanglante), le libéral-fascisme…

En 2005, malgré la campagne médiatique généralisée, honteuse, pour le vote « oui » au référendum, c'est le « non » qui l'a emporté à 54,68 %. De nombreuses personnes dans la population se sont réunies, ont étudié les textes, et c'est en toute connaissance de cause qu'elles se sont opposées à ce Traité Constitutionnel Européen. Le Parti Communiste Français a été très actif pour le rejeter.

Nous critiquons sans cesse la politique du gouvernement et les décisions de l'Union Européenne. Mais nous entérinons néanmoins, le passage en force du Traité de Lisbonne, nous acceptons que l'expression populaire de 2005 soit bafouée.

C'est une des raisons qui nous exclut de la confiance de la population. Notre premier devoir, en tant que communistes, défenseurs des classes populaires, est de faire respecter leur vote.

Nous devons proposer un nouveau référendum comportant deux questions. :

Oui ou **non** souhaitons-nous rester dans l'Union Européenne.

Oui ou **non** voulons-nous que notre pays continue de reconnaître l'euro comme monnaie unique.

De nombreux économistes et des intellectuels de compétences variées, préconisent cette sortie de l'Euro et de l'UE. C'est possible, c'est déjà réfléchi, c'est écrit. Si la sortie n'est qu'une condition nécessaire, elle n'est pas suffisante, elle doit s'assortir de mesures révolutionnaires (nationaliser des banques, compagnies d'assurance, recréer les services publics en voie de disparition, etc…).

Notre parti doit ajouter à son programme la proposition d'un référendum qui redonnera du poids à la souveraineté populaire.